

Les enjeux de politique étrangère américaine : Les grands oubliés de la campagne présidentielle de 2016?

JUIN 2016 – Elsa Sarizafy

Lorsque l'on aborde la politique étrangère des États-Unis, il est indispensable de rappeler que c'est un domaine particulièrement symbolique de la fonction présidentielle : le président étant le commandant en chef des armées et le « diplomate suprême » (Vallet 2005). Cependant, paradoxalement à l'importance de ces fonctions et à la place centrale qu'occupe le pays sur la scène internationale, les enjeux de politique étrangère ont un rôle dérisoire durant les périodes électorales, particulièrement lors des primaires. Les enjeux internationaux sont en effet largement laissés de côté et n'ont que rarement influencé le vote des électeurs, excepté durant les campagnes présidentielles de 1968 et en 2004, lorsque les guerres du Vietnam et d'Irak, respectivement, divisaient profondément le pays et ont alors été abordées régulièrement par les candidats (Prémont et Benoît 2004). Ce phénomène peut s'expliquer par le fait que la politique extérieure est soumise à des déterminants internes et que les électeurs se désintéressent facilement d'enjeux qui ne les concernent pas directement (Sabbagh 2001).

Cependant, deux dossiers en particulier représentent des enjeux de tailles dans le positionnement international du prochain président ou de la prochaine présidente. Le rapprochement diplomatique avec Cuba – bien que ce ne soit pas le sujet qui intéresse le plus les Américains – est un enjeu fondamental pour l'élection présidentielle de 2016 : le président qui sera élu le 8 novembre 2016 marquera très certainement l'histoire des États-Unis et de Cuba puisqu'il aura à poursuivre la voie du

rapprochement amorcée par Barack Obama. Quant à la question de l'État islamique, elle est la préoccupation première des Américains – dont 83 % estiment que le groupe constitue une « menace majeure » au bien-être des États-Unis (Stokes 2016).

CUBA: UN RAPPROCHEMENT DIPLOMATIQUE LOIN DE FAIRE L'UNANIMITÉ

Le 17 décembre 2014, les relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba sont officiellement rétablies lorsque le président américain Barack Obama et son homologue cubain Raul Castro annoncent dans leurs discours respectifs et simultanés le rapprochement des deux pays (Lamrani 2015). Ce rapprochement prend notamment forme avec la réouverture des ambassades à Washington et La Havane les 20 juillet et 20 août 2015.

La question cubaine est délicate pour le camp républicain, au sein duquel deux visions s'affrontent. En effet, la primaire républicaine a été marquée par la présence de deux candidats d'origine cubaine, Ted Cruz et Marco Rubio, ayant abandonné la course respectivement le 3 mai et le 15 mars 2016, mais qui, pour des motifs idéologiques, se sont toujours fermement opposés à tout rapprochement avec le régime castriste (Lamrani 2015, 4). Refusant toute concession à un gouvernement qu'ils estiment autoritaire, ils ont vivement critiqué la politique de rapprochement diplomatique menée par Barack Obama depuis deux ans, notamment lors de son déplacement officiel sur l'île en mars 2016 (Ford 2016). La

Les enjeux de politique étrangère américaine : Les grands oubliés de la campagne présidentielle de 2016?, Elsa

Sarizafy

conception beaucoup plus économique et commerciale de Donald Trump, le candidat républicain à la présidence, le conduit à militer pour le réengagement diplomatique et l'investissement à Cuba. Lorsqu'il est interrogé sur la question, il précise qu'il souhaite toutefois un « meilleur accord », expression floue qu'il utilise pour parler des affaires mondiales en général (Diamond 2015). Côté démocrate, Hillary Clinton, la candidate à la présidence, soutient la stratégie mise en place par Obama et a qualifié la politique pro-embargo d'« obsolète » (Siddiqui 2015). À l'instar de Clinton, Bernie Sanders a également soutenu le processus de rapprochement diplomatique.

Les différents candidats avaient donc des avis bien tranchés sur la question cubaine. Mais qu'en est-il des citoyens américains? Globalement, ils souhaitent faire du tourisme à Cuba et investir (Adams 2016), voyant le réchauffement des relations comme une réelle opportunité. La Guerre froide paraît loin désormais et, après plus de 50 ans, l'embargo s'est révélé inefficace pour faire plier le régime révolutionnaire.

De plus, cette campagne semble marquer la fin d'un vote communautaire cubain acquis pour les Républicains – notamment en Floride. Les nouvelles générations de la communauté cubaine, nées sur le territoire américain, tendent à se tourner de plus en plus vers le parti démocrate (Le Monde 2016). La levée de l'embargo dépendra toutefois du Congrès, aujourd'hui majoritairement républicain et défavorable aux concessions avec le régime communiste.

L'ÉTAT ISLAMIQUE : LE PRINCIPAL ENJEU POUR UNE MAJORITÉ D'AMÉRICAINS

Les attentats du 11 septembre 2001 ont fait de la politique étrangère un enjeu sensible. À titre d'illustration, en 1998, seuls 7,3 % des Américains se préoccupaient des problèmes internationaux, contre 41 % à la suite des attaques terroristes perpétrées par Al-Qaïda sur le sol américain. Cette menace permanente a donc énormément élevé le « niveau de conscience des enjeux diplomatiques » (Vergniolle De Chantal 2005). Plus récemment, le terrorisme est redevenu une menace majeure à la suite de trois événements. Le premier est la tuerie de San Bernardino

(décembre 2015) qui, bien que non officiellement attribuée à l'État islamique, a fait resurgir la peur d'une attaque sur le territoire national. Mais ce sont surtout les attentats de Paris (novembre 2015) et Bruxelles (mars 2016) qui marquent le début de la perception par les Américains d'une réelle menace, ébranlant davantage leur confiance à l'égard de la sécurité. Cette préoccupation est paradoxale puisqu'en réalité, les probabilités qu'un citoyen américain soit touché par un attentat terroriste perpétré aux États-Unis par l'État islamique sont infimes. Cette peur irrationnelle est toutefois compréhensible : la France et la Belgique sont des pays qui avaient été auparavant épargnés par le terrorisme islamiste (Miller 2015).

Si les discours des candidats à la présidence tendent à se modérer à partir de la fin des primaires, force est de constater que la polarisation des partis républicain et démocrate est particulièrement marquée sur les questions du terrorisme international et de l'État islamique. Les courses à l'investiture des partis en ont fait la démonstration. Les candidats républicains ont démontré un intérêt certain à exploiter la question de l'État islamique, puisque 93 % d'entre eux considèrent l'État islamique comme une « menace majeure au bien-être des États-Unis » (Pew Research Center 2015). Donald Trump, qui veut rendre l'armée américaine « tellement grosse, tellement puissante, tellement forte, que personne ne voudra s'attaquer aux États-Unis », n'a pas hésité à proposer l'assassinat des familles de terroristes (Daniel 2016).

Du côté démocrate, lors des primaires, Bernie Sanders refusait toute intervention directe, privilégiant un soutien de la communauté internationale pour l'unification des forces du Moyen-Orient (Council on Foreign Relations 2016). Quant à Hillary Clinton, elle soutenait notamment un projet d'alliance avec les autorités irakiennes afin de repousser l'État islamique grâce à une intervention minimale des troupes américaines. Toutefois, elle est connue pour avoir mené des politiques plutôt interventionnistes par le passé (Becker et Shane 2016). Qui plus est, en 2014, certains analystes se demandaient même si les néoconservateurs ne seraient pas prêts à voter pour elle advenant la victoire de Donald Trump lors des primaires (Heilbrunn 2014).

DES CANDIDATS PLUS OU MOINS CRÉDIBLES EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Il existe de nombreux autres enjeux de politique étrangère qui préoccupent les Américains sur lesquels les deux candidats à la présidentielle devront se pencher. Pensons notamment à l'immigration, qui n'est pas perçue comme une menace par la majorité des Américains (Pew Research Center 2016), le nucléaire iranien et nord-coréen, perçu respectivement comme une menace par 62 % et 59 % des Américains, l'émergence de la Chine en tant que puissance mondiale, qui fait peur à 49 % des Américains, ou encore l'éternel conflit israélo-palestinien, qui intéresse 43 % des Américains (Stokes 2016).

Si la politique étrangère ne permet généralement pas de remporter une élection, elle peut en revanche être un handicap pour les candidats inexpérimentés. Hillary Clinton, qui a occupé le poste de secrétaire d'État au cours du premier mandat de Barack Obama, a régulièrement fait valoir cet argument lors des primaires contre Bernie Sanders. Chez les Républicains, les candidats en lice lors des primaires apparaissent peu qualifiés pour répondre aux impératifs complexes de la politique étrangère (Maliniak et al 2016). Les compétences en politique étrangère semblent finalement secondaires et ne trouvent leur place que de manière ponctuelle dans les élections présidentielles américaines, n'intéressant les électeurs que lorsqu'ils sont touchés directement.

Références bibliographiques et informations utiles

Adams, Susan, 2016, « The unlikely entrepreneurs behind Cuba's first U.S factory since the revolution », *Forbes*. [Disponible [ici](#)]

Becker, Jo et Shane, Scott, 2016, « Hillary Clinton, 'Smart power' and a dictator's fall », *New York Times*. [Disponible [ici](#)]

Council on Foreign Relations, 2016, « Bernie Sanders ». [Disponible [ici](#)]

Daniel, Sara, 2016, « Élections américaines : Cruz, Trump ou Rubio, qui sera le pire criminel de guerre? », *L'Obs*. [Disponible [ici](#)]

Diamond, Jeremy, 2015, « Trump Backs U.S. – Cuba Diplomatic Relations », *CNN*. [Disponible [ici](#)]

Ford, Elly, 2016, « Cruz, Rubio Slam Obama for Cuba trip », *Voice of America*. [Disponible [ici](#)]

Heilbrunn, Jacob, 2014, « The Next Act of the Neocons: Are Neocons Getting Ready to Ally With Hillary Clinton? », *New York Times*. [Disponible [ici](#)]

Lamrani, Salim, 2015, « À Cuba, vers la fin de l'embargo », *Le Monde Diplomatique*.

Le Monde, 2016, « États-Unis : traditionnellement républicain, le vote cubain en Floride vire démocrate », *Le Monde*. [Disponible [ici](#)]

Références bibliographiques et informations utiles (suite)

Maliniak, Daniel et al., 2016, « Snap Poll: Who Will Make the Best Foreign Policy President? », *Foreign Policy*. [Disponible [ici](#)]

Miller, Zeke J., 2015, « Will 2016 Be a Foreign Policy Election? », *CNN*. [Disponible [ici](#)]

Pew Research Center, 2015, « More Republicans than Democrats View ISIS - As Well As Iran, China, and Other Concerns – As 'Major Threats' », *5 Facts About Republicans and National Security*. [Disponible [ici](#)]

Pew Research Center, 2016, « Views on immigration, diversity, social issues », *US Politics and Policy*. (Disponible [ici](#))

Prémont, Karine et Gagnon Benoît, 2004, « Le rôle des médias et de l'opinion publique » dans Élisabeth Vallet et David Grondin (dir.), *Les élections présidentielles américaines*, Presses de l'Université du Québec, pp. 119-145.

Sabbagh, Daniel, 2001, « Les déterminants internes de la politique étrangère des États-Unis : une perspective diachronique. », *Revue internationale de politique comparée*, vol 8, p. 135-161.

Siddiqui, Sabrina, 2015, « Hillary Clinton calls for end Cuba embargo in attack on 'outdated' policy », *The Guardian*. [Disponible [ici](#)]

Stokes, Bruce, 2016, « It's the Foreign policy, Stupid », *Foreign Policy*, [Disponible [ici](#)]

Vallet, Élisabeth, 2005, « Les pouvoirs du président », dans Élisabeth Vallet et David Grondin (dir.), *La présidence des États-Unis*, Presses de l'Université du Québec, pp. 61-85.

Vergniolle de Chantal, François, 2005, « Enjeux politiques et diplomatie aux États-Unis », *Annuaire français de Relations internationales*. [Disponible [ici](#)]

Publié par :

Observatoire des politiques publiques
de l'Université de Sherbrooke
2500, boul. de l'Université
Sherbrooke, Qc, J1K 2R1
+ 1 (819) 821-8000 poste 63622

Contact :

Annie Chaloux
Annie.Chaloux@USherbrooke.ca

<http://oppus.recherche.usherbrooke.ca>

Cette fiche synthèse de l'Observatoire des politiques publiques de l'Université de Sherbrooke (OPPUS) a été réalisée sous la supervision de la directrice de recherche Karine Prémont. Les points de vue exprimés dans cette fiche sont ceux de l'auteure et ne reflètent pas nécessairement le point de vue ou l'opinion de l'OPPUS et de ses partenaires.